

*Les subsides*

du pétrole, et que les compagnies avaient amplement de fonds pour réussir à développer, d'ici 1990, les ressources qu'on pouvait prévoir développer au Canada et, en fait, avoir même des ressources en surplus avec la politique actuelle.

En aucun moment, le gouvernement nous a démontré et a démontré au public qu'il était nécessaire, à ce moment-ci, d'augmenter les prix à un rythme plus accéléré que celui qu'on a connu dans le passé. En fait, cette politique, encore une fois, selon les chiffres publiés par le ministère même du ministre, démontre sans aucune hésitation que le taux de croissance des prix, à l'heure actuelle, est suffisant et adéquat pour répondre aux besoins.

On propose une augmentation considérable des prix qui aura un effet sur tous les Canadiens, qu'ils soient de l'Ouest ou de l'Est, qu'il s'agisse des fermiers, qu'il s'agisse des pêcheurs, qu'il s'agisse des petits entrepreneurs, qu'il s'agisse simplement du travailleur qui a besoin de son automobile pour se rendre à son travail, qu'il s'agisse encore de tous ceux au Canada qui n'ont pas d'autre choix que de recourir à l'huile à chauffage pour leur maison, eh bien, ce qu'on nous propose, c'est que tous ces gens devront faire face dans l'année qui vient à une augmentation considérable des coûts de l'énergie, du pétrole et de l'huile à chauffage, sans que le gouvernement démontre qu'une telle augmentation est nécessaire à l'heure actuelle.

On nous propose donc dans les mois qui viennent, dans la prochaine année, de nous trouver économiquement dans une situation d'inflation et de chômage considérablement supérieure à celle qu'on a connue jusqu'à maintenant. Aussi faut-il se rappeler que cette augmentation est reliée à une augmentation sans précédent, une augmentation des taux d'intérêt comme on n'en a jamais connu dans notre histoire. La conjugaison de cette augmentation du taux d'intérêt et de l'augmentation des prix du pétrole entraînera sans doute le Canada dans une récession extrêmement sévère au cours de l'année qui vient.

Il est vrai que, même après la conférence d'hier, il est encore difficile de savoir exactement ce que le gouvernement a à l'esprit. Il n'y a pas plus tard qu'une quinzaine de minutes le premier ministre répondait à une question du chef de l'opposition (M. Trudeau) que le gouvernement ne vise pas au prix international, et qu'il ne vise pas au prix de Chicago. En fait, je ne comprends pas pourquoi le premier ministre, comme son ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources continue véritablement à jouer à cache-cache avec la population.

Hier, le premier ministre déposait à la Chambre un document intitulé: *Phase initiale proposée d'une stratégie nationale de l'énergie*. Et dans ce document, on trouve divers scénarios d'augmentation du prix du pétrole, mais on trouve ce paragraphe clair, sous le titre *Éléments communs*, et il se lit comme il suit:

Toutes ces hausses de prix seraient soumises à un plafond de 90 p. 100 du prix moyen à Chicago, à Toronto-Montréal, compte non tenu de la taxe de Syncrude.

En fait, ce qu'on nous propose donc en pratique et en réalité c'est un objectif de 90 p. 100 du prix de Chicago. Or, qu'est-ce que c'est que ce fameux prix de Chicago dont on nous parle tant? Je me réfère, monsieur le président, à un document rendu public il y a une semaine par le ministère de l'Énergie des Mines et des Ressources, et à la table 6 de ce document on fait une comparaison entre ce qu'on peut prévoir comme prix internationaux, comme prix de Chicago, et ensuite comme prix éventuels au Canada.

Et voici ce que l'on donne pour les prix internationaux en 1985 et 1990. On donne pour les prix internationaux en 1985, \$42.39 le baril, et en 1990, \$61.78. Quel est le prix de Chicago à la même époque comparativement? Eh bien, dans les deux cas, il est supérieur au prix international. Il est de \$43.46 en 1985 et de \$62.81 en 1990. Le gouvernement est bien généreux, il ne nous offre pas le prix de Chicago de \$62.81 le baril en 1990 ou de \$43.46 en 1985. Non, il est très généreux, il veut assurer le caractère concurrentiel de l'entreprise canadienne en nous garantissant 90 p. 100 du prix de Chicago. Quatre-vingt-dix p. 100 du prix de Chicago représentent à peu près l'équivalent de ce que sera le prix international en 1985 et 1990. Franchement le gouvernement, encore une fois, essaie de tromper la population en ayant recours à des critères comme ceux-là. Il serait bien plus sage d'annoncer clairement et nettement la proposition réelle qu'il a à l'esprit, c'est-à-dire nous amener, à toutes fins pratiques, au niveau des prix internationaux dans le cours des années 1980.

J'ai été frappé hier par la déclaration du très honorable premier ministre. Après avoir proposé un objectif comme celui-là, il a dit à la Chambre et il s'amuse à nous le répéter ces jours-ci:

● (1520)

[Traduction]

Les Canadiens n'ont qu'une alternative: soit feindre d'ignorer les réalités, soit y faire face.

Bien sûr, les Canadiens veulent faire face aux réalités. Jamais dans leur histoire ils n'ont cherché à s'y soustraire. Ils ont prouvé qu'ils avaient le courage et la force d'affronter les réalités, mais ils ne vont pas suivre un gouvernement qui se lance dans une politique insensée qui nous promet un taux d'inflation et un taux de chômage à deux chiffres pour l'année prochaine et les années suivantes. Les Canadiens sont prêts à faire front aux réalités lucidement, mais pas à se laisser entraîner par un complexe idéologique vis-à-vis du cours dit international, ni à accepter de se conformer à toutes les décisions des pays de l'OPEP. Le premier ministre a déclaré hier soir:

L'occasion se présente de donner aux industriels canadiens un avantage permanent sur leurs concurrents américains, en leur fournissant de l'énergie à meilleur compte.

Bien sûr, nous avons cette possibilité. C'est exactement ce que faisait le gouvernement précédent en maintenant un écart appréciable entre le cours mondial et le prix canadien; mais le gouvernement actuel se prépare à supprimer, à toutes fins utiles, cet avantage que possédaient les Canadiens sur le reste du monde, et notamment sur les Américains, par le genre de politique qui a fait l'objet de discussions à la conférence d'hier. Le premier ministre a ensuite ajouté:

L'occasion se présente d'assurer à tous les Canadiens un approvisionnement sûr en énergie «produite au Canada».

C'est très beau, mais il faudrait aussi avoir une politique des prix vraiment «canadienne» pour assurer cet approvisionnement en énergie «produite au Canada». Cela signifie, bien sûr, que nous devons fixer nos prix en fonction des coûts canadiens et non pas en s'alignant sur un cartel international qui décide des prix.

Certains journaux laissaient entendre ce matin que l'Arabie Saoudite pourrait hausser de 40 p. 100 le prix de son pétrole l'année prochaine. Faut-il en déduire que le Canada va obligatoirement s'engager dans la même voie? Si l'augmentation est